Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 1848.

NATURALISATION ORDINAIRE.

Rapports faits, au nom de la commission, par M. ANSIAU.

I.

Demande du sieur Théodore-Henri REYNE.

MESSIEURS,

Né à Weert (partie cédée du Limbourg), le 23 septembre 1823, le sieur Reynen vint habiter en 1839, avec son père, la commune de Mechelen. Le pétitionnaire n'avait alors que 15 ans. Lorsqu'il eut atteint l'âge de la milice, il concourut en Belgique au tirage de la levée dont il faisait partie.

Il sert actuellement comme soldat au 3^e régiment de chasseurs à pied.

Le pétitionnaire satisfait donc aux conditions d'âge et de résidence requises par l'art. 5 de la loi du 27 septembre 1835, et par l'art 2, n° 2, de la loi du 15 février 1844, comme étant dans la catégorie de ceux auxquels est accordée l'exemption du droit.

Le Rapporteur,

H. ANSIAU.

Le Président,

DE LEHAYE.

II.

Demande du sieur Augustin LEMAIRE.

MESSIEURS,

Le sieur Augustin Lemaire, médecin vétérinaire, domicilié à Hyon, près de Mons, demande la naturalisation ordinaire.

Né à Boiry-Becquerelle, département du Pas-de-Calais (France), le 19 fructidor an XII de la république, le pétitionnaire habite la Belgique depuis le mois de juillet 1831. Vétérinaire de l'école royale d'Alfort, il obtint un diplôme du jury d'examen de l'école vétérinaire de Bruxelles, le 22 janvier 1836.

Marié et père de plusieurs enfants, il exerce sa profession à Hyon, près de Mons.

Les renseignements obtenus sur la moralité du pétitionnaire lui sont tout à fait favorables.

Le Rapporteur,

H. ANSIAU.

Le Président,

DE LEHAYE.

III.

Demande du sieur Jean-Louis-Alexandre FOLLET.

MESSIEURS,

Le sieur Jean-Louis-Alexandre Follet, bijoutier, qui sollicite la naturalisation ordinaire, est né le 23 janvier 1820 à Pont-S^{te}-Maxence (France); il habite la Belgique depuis le mois de septembre 1827.

Se considérant comme Belge, il a satisfait à la milice nationale. En décembre 1838, il s'est engagé volontairement, sans prime, au 2^{me} régiment de ligne. Il fut nommé caporal le 6 janvier 1839, sergent le 1^{er} novembre 1840, et il obtint son congé définitif, avec certificat de bonne conduite, le 18 décembre 1844.

Depuis lors, rentré dans la vie privée, le sieur Follet s'occupe de son état de bijoutier.

Les certificats qui accompagnent sa demande, établissent que l'impétrant est de bonne conduite et mœurs, qu'il réunit les conditions exigées par la loi du 15 février 1844, et qu'il est digne de la faveur qu'il sollicite.

Le Rapporteur,

H. ANSIAU.

Le Président,

DE LEHAYE.